

Frédéric Carré et André de Séguin, Marc Lohez

5 janvier 1999

## **La Caraïbe, vassale des Etats-unis ?**

Autour des Antilles et du golfe du Mexique est née une méditerranée américaine réunissant la première puissance du monde, les Etats-Unis et un Sud en pleine mutation. Quelle est cette entité émergente ?

Le premier café de géographie de l'année 1999 recevait François Carré et André de Seguin, auteurs de *Mexique, Golfe et Caraïbes : une Méditerranée américaine* (PUF).

Gilles Fumey présente cette intervention consacrée aux Caraïbes en évoquant à la fois la fragmentation exceptionnelle de cette espace et son intégration par les Etats-Unis et pose des questions :

- Faut-il parler de néocolonisation ?
- Si les auteurs présentent le tourisme comme un pari payant, celui-ci n'a t'il pas pollué la Caraïbe par l'argent sale ?
- Pourquoi cette allusion à l'Empire Romain par les auteurs dans leur livre ; comment les Etats-Unis influencent-ils les structures politiques de ces micro-états ?

André de Séguin introduit les enjeux du monde Caraïbe. La question centrale est celle de l'intégration. La Caraïbe est passé du morcellement des politiques à un modèle unique de développement libéral. Les Etats-Unis interviennent depuis 100 ans dans la zone : de l'indépendance de Cuba (1898) au rétablissement de la démocratie en Haïti en passant par le soutien aux "contras" du Nicaragua, les opérations militaires à Grenade et au Panama. Les Etats-unis justifient leurs opération par la défense de la démocratie menacée par les guerres civiles ou le communisme ; mais la doctrine du département d'Etat a amené à soutenir dictateurs (suivant aussi le schéma de Rostow qui veut que le début du décollage économique soit favorisé par la présence d'un pouvoir fort). Il y a toutefois une évolution depuis Carter. Aujourd'hui, le but des Etats-Unis est de bâtir une zone de libre-échange (horizon 2005, l'ALENA est un premier pas). Où en est ce projet ?

Pour répondre, A. de Seguin montre d'abord les sous-ensembles d'intégration :

- Le marché commun d'Amérique Centrale qui existe depuis 1960. il rassemble des pays proches par leur niveau de développement et leur type d'exportations (produits bruts agricoles...)
- Le CARICOM (Antilles britanniques) : économie basée sur le tourisme et les paradis fiscaux (voir les antimondes évoqués par R. Brunet lors d'un précédent café) Le Mexique, la Colombie et le Venezuela qui entourent le monde Caraïbe : ils forment le "Groupe des trois" depuis 1970. Ces pays sont caractérisés par l'importance de leurs industries, de leurs territoires et de leurs ressources (pétrole...)

Mais il existe des formes transversales d'intégration :

- L'ALENA (Canada, Etats-unis, Mexique) : alliance du pays le plus riche du monde avec un pays en voie de développement. son succès déterminera celui de la zone de libre-échange. Le Chili, associé avec l'ALENA, l'est aussi avec le MERCOSUR.

On observe une mutation des modèles de développement : le protectionnisme a été abandonné dans les années 80 les pays s'orientent vers une libéralisation de leurs économies (partout des privatisations, parfois considérables comme au Mexique). Ouverture aux capitaux étrangers et recours aux zones franches (Il n'y a pas de Maquiladoras qu'au Mexique !) le surendettement a provoqué un essoufflement de la politique d'emprunt par les secteurs publics, d'où l'appel aux capitaux privés internationaux et le passage à l'orthodoxie libérale préconisée par le FMI. Les espaces eux-mêmes sont en reconversion : on voit se développer les zones portuaires (Mexique, Colombie...) A. de Séguin dresse un bilan :

La croissance économique est assez forte (3 à 5% par an) les exportations se développent rapidement. mais instabilité sociale et financière (MEXIQUE 94) Et des résistances : CUBA, les Zapatistes au Mexique et l'élection du nationaliste Chavez au Venezuela. Pour lui, les enjeux sont la démocratisation, la dépendance financière et la place des Antilles Françaises.

### **Questions et débats**

Plusieurs interventions posent la question de la nature de la domination américaine : est-ce celle de l'Etat ou des multinationales ? Pour F. Carré, les réseaux qui se créent sont à la fois culturels, économiques et politiques. Dans le cadre de la guerre froide, les choses étaient claires, mais depuis 1990, on a plus de mal à cerner la nature de son intervention, plus multiforme. Il justifie la référence à l'Empire Romain utilisée dans le livre, car le R était un empire sans frontière fixe, ayant vocation à s'élargir par intégrations successives.

Gilles Fumey demande s'il y a eu partage ou pillage du fait de l'intervention des multinationales ; l'expression de pillage n'est pas fautive pour A. de Séguin, surtout si l'on se réfère à l'époque des républiques bananières. Mais cela peut être difficilement maintenu (pour des raisons de financement...). De même, à la question sur l'effet de l'intégration et de la libéralisation sur les inégalités sociales, les auteurs indiquent que si le projet à long terme est de faire progresser le niveau de vie, la mise en place du libéralisme a conduit à l'abandon des politiques sociales : ainsi, au Mexique, la réforme agraire a été abandonnée et l'office d'aide alimentaire supprimé, la sécurité sociale affaiblie... En Jamaïque où le libéralisme a été adopté très tôt, les tensions sociales se sont plutôt aggravées. Le problème, c'est que le libéralisme ne s'accompagne pas d'une liberté des migrations.

Enfin, à la question sur les liens entre la dépendance économique et la drogue, F. Carré répond que la drogue des Caraïbes alimente surtout les E.U et les flux de capitaux liés ont un rôle important. La lutte contre le trafic de drogue est passée au premier rang pour les américains, après la fin du péril communiste.

Un étudiant demande si la Caraïbe, grande place financière, ne devrait pas éviter le parti-pris du régionalisme.

F. Carré répond que vu la taille des états du monde caraïbe, la volonté de s'extraire de l'influence des Etats-Unis est difficile à réaliser. A. de Séguin pense que le choix est possible pour les îles antillaises ; mais ils ne peuvent être des paradis fiscaux que parce que leur taille est réduite (ainsi les îles Caïman qui ont un PIB/ hab de 10000 \$). La zone de libre échange pourrait nuire à leur rôle de paradis fiscaux. mais leurs capitaux viennent souvent des Etats-Unis ; le tourisme est d'abord un tourisme américain ; il n'y a donc pas de véritable indépendance. on n'a pas l'impression aujourd'hui d'une intégration seulement régionale, indépendante des Etats-Unis. L'influence européenne est-elle capable de combattre la

domination américaine ? Pour F. Carré, l'influence européenne est minimale : les dettes ont été contractées surtout auprès des Etats-Unis. Pour A. de Séguin, quelques foyers de résistance existent comme les petites Antilles, liées aux accords A.C.P. ; mais 80% des échanges commerciaux se font avec les Etats-Unis. Il y a toutefois dans les Caraïbes une volonté de diversifier les influences ; une des solutions est l'Europe.

Un autre intervenant remarque qu'il existe deux échardes pour les Etats-Unis : Cuba et les Antilles françaises : quelle est leur position ?

Pour A de Séguin, les Antilles françaises ne peuvent se placer dans le libre-échange local ; d'autre part, elles sont moins industrialisées et bénéficient des transferts depuis la métropole : les Antilles françaises ne sont donc pas un problème comme Cuba. Pour F. Carré, on doute que Cuba soit encore une épine dans le pied des Etats-Unis car il y a trois acteurs : le régime cubain, le département d'Etat américain et les cubains de Floride...

A une question sur une éventuelle résistance à l'A.M.I dans les caraïbes, A de Séguin répond que la résistance aux capitaux américains est très limitée sauf dans certains secteurs vitaux comme le pétrole au Venezuela. Il y a une rivalité entre les capitalistes nationaux et les multinationales. F. Carré évoque des tentatives pour faire rentrer des capitaux non américains, asiatiques par exemple, mais la crise financière ne facilite pas cette démarche.

Enfin sur l'attitude des habitants de la Caraïbe vis-à-vis des américains (un anti-américanisme féroce pour G. Fumey), A de Séguin répond qu'il y a en fait ambivalence. Ainsi, pour les mexicains, les Etats-Unis sont à la fois ceux qui leur ont fait perdre des territoires (Nouveau Mexique...), mais aussi un pays de cocagne, qui exerce une véritable fascination et où vivent 13 à 14 millions de mexicains... Pour F. ? Carré, il faut distinguer entre l'anti-américanisme, et l'américanisation des comportements des populations, en partie par le tourisme.

Compte-rendu : Marc Lohez